

Unité départementale de Lille
44, rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

Lille, le voir date signature validation

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WINCKELMANS S.A.

584 avenue de Dunkerque

59 461 LILLE

Références : Arrêt d'autorisation du 14 décembre 2001
Arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016

1) Contexte

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 24/03/2022 de l'établissement **WINCKELMANS S.A.** implanté 584 avenue de Dunkerque, 59 461 LILLE. L'inspection a été annoncée le 21/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WINCKELMANS S.A.
- 584 avenue de Dunkerque, 59 461 LILLE
- Code AIOT dans GUN : 0007001180
- Régime : A
- Statut Seveso : non

La société WINCKELMANS exploite une usine de fabrication de produits céramiques (carrelages) à Lomme depuis 1894.

Le site est situé sur la partie Est de la commune dans une zone urbanisée très dense. Il occupe une superficie de 35 860 m² (surface comprenant deux terrains de part et d'autre de l'avenue de Dunkerque), les bâtiments et les surfaces couvertes représentant 31 490 m².

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>

Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Le site est soumis à autorisation pour la rubrique n°2523 (fabrication de produits céramiques et réfractaires) et à déclaration pour les rubriques 2515 (broyage concassage), 2516 (station de transit de produit minéraux) et 2910 (Combustion).

Son fonctionnement est encadré par un Arrêt d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'Arrêté arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejet air
- bruit

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

*

Constats des points de contrôle :

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
contrôles et surveillance	Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016 article 16	Mise en demeure, respect de prescription

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ¹
Niveaux acoustiques	Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001, article 20.5	Sans suite
Traitement des rejets atmosphériques	Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016 article 14	Sans suite
Conduits et installations raccordées	Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016 article 14.1	Sans suite
Valeurs limites d'émission	Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016 article 14.	Sans suite

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas la fréquence de contrôle de ses rejets atmosphériques. Le site étant entouré d'habitation il est important de pouvoir contrôler la conformité de ses rejets.

2-3) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté du d'autorisation du 14 décembre 2001, article 20.5
Thème(s) : Niveaux acoustiques
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 2 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté le rapport APAVE 20204728-1. Les mesures des émissions sonores ont été réalisées du 15 au 16 juin 2021.</p> <p>Le rapport signale des non-conformité mais indique que celles-ci sont principalement dues au choix du point masqué et à la circulation routière.</p> <p>L'exploitant a fait part à l'inspection d'une plainte d'un riverain au deuxième semestre 2021. Après recherche de la source de bruit, il a été identifié des vibrations dans le poste de détente gaz mitoyen de la maison. Lors de la remontée en température du four, il était alors constaté des vibrations importantes. La société a contacté GRDF qui est intervenue rapidement pour effectuer un calfeutrage du poste. Depuis cette intervention, le plaignant ne s'est pas manifesté.</p>
<p>Observations : Les prochaines mesures des émissions sonores et en particuliers des émergences doivent être réalisées dans des conditions permettant de s'affranchir de la circulation routière. Le fonctionnement du site lors des mesures doit être décrit de façon plus précise (quels ateliers en fonctionnement, four en production ou non,...)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

¹ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Traitement des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016, article 14
Thème(s) : rejet atmosphérique
Prescription contrôlée : Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière : <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.
Constats : Lors de la visite d'inspection, le ventilateur du filtre à chaux présent sur le rejet 1 était hors service. L'intervention de maintenance était en cours. L'installation de traitement des rejets du four a été à l'arrêt du 24/03/2022 au 05/04/2022 L'exploitant a également évoqué des dysfonctionnements sur le dépoussiéreur des ateliers (rejet 4) . Afin de remédier à ce dysfonctionnement l'exploitant a mis en place des mesures de suivi et contrôle renforcé de cette installation : <ul style="list-style-type: none">• contrôle du fonctionnement à chaque pose soit toutes les 2h environ ;• vidange des bacs de récupération 2 fois par poste. Les filtres sont changés tous les deux ans et une maintenance lourde du dépoussiéreur est réalisée tous les ans en août. Une maintenance plus légère est réalisée en décembre. L'exploitant a mis en place un registre de maintenance du dépoussiéreur et du filtre des fumées. Ce registre indique les actions à mettre en place pour éviter la réitération du problème.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conduits et installations raccordées

Référence réglementaire : Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016, article 14.1

Thème(s) : rejet atmosphérique – conduits et installations

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques (*)
1	Four de cuisson zone cuisson	15	0.48	3 200	5	1 800 kW	gaz	Traitement par filtre manches et traitement à la chaux. En cas de dysfonctionnement du traitement rejet direct par une cheminée de 10 m
2	Four de cuisson zone séchoir	10	0.45	si > 5 000	5	730 KW	gaz	
				si ≤ 5 000	8			
3	Four de cuisson zone refroidissement	10	0.45	si > 5 000	5	-	-	
				si ≤ 5 000	8			
4	Rejet atelier	Au minimum 10 m		si > 5 000	5	-	-	Traitement par filtre manches avec poches teflon à décolmatage automatique à jet d'air. Rejet équipé d'un silencieux

Constats : Il n'y a pas eu de modification des installations.

Observations : -

Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016, article 14.2

Thème(s) : rejet atmosphérique – VLE

Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

-à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs)) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides

-à une teneur en O₂ ou CO₂ de 18 %.

Concentrations en mg/Nm3 moyenne journalière	Conduit 1 Four de cuisson zone cuisson	Conduits 2 et 3 Four de cuisson zone séchoir et refroidissement	Conduit 4 Rejet atelier
	Gaz naturel	Gaz naturel	-
Poussières	10	5	30
SO2	500	35	-
NOX en équivalent NO2	250	100	-
Chlorures en équivalent HCl	30	-	-
Fluorures en équivalent HF	5	-	-
Silice	1	-	-
Sb+Cr+Co+Sn+Mn+Ni+V+ Zn	0.02	-	-

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures . »

Constats : L'inspection a consulté le rapport de mesure des émissions atmosphériques des rejets ateliers (rapport APAVE 21594387-1 du 11/02/2022). Ce rapport ne comprend que la mesure des rejets ateliers.

Les mesures ont été réalisées avec l'atelier de broyage à l'arrêt. Selon l'exploitant, les mesures restent représentatives de l'activité du site. En effet, l'atelier de broyage ne fonctionne qu'en fonction des commandes et des poussières sont plus grosse. Au contraire l'atelier presse fonctionne en continue et chaque presse est sous aspiration. Les poussières de cet atelier sont atomisées, c'est-à-dire très fine.

L'inspection n'a pas contrôlé la conformité des rejets du conduit 1.

Les paramètres poussières et HF ont été analysés sur le four de cuisson en décembre 2018. pour ces paramètres les rejets sont conformes.

Observations : Le prochain contrôle des émissions de l'atelier 4 devra être réalisé avec l'atelier broyage en fonctionnement, et ce afin de vérifier que son impact est négligeable.

Type de suites proposées : Avec suite

Nom du point de contrôle : Contrôles et surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté d'autorisation du 14 décembre 2001 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2016, article 16

Thème(s) : rejet atmosphérique – contrôles et surveillance

Prescription contrôlée : L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement) à une mesure des différents paramètres décrits à l'article 14.2 selon les fréquences reprises dans le tableau ci-dessous.

Cette mesure est effectuée sur une durée voisine d'une demi-heure, dans les conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Paramètres	Fréquence			Méthode de mesure
	Conduit 1	Conduit 2 et 3	Conduit 4	
Vitesse et débit volume	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	ISO 10780
Poussières	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	NF X 44052 et NF EN 13284-1
SO ₂	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	NF EN 14791
NO _x	Tous les deux ans	Tous les 6 ans	Tous les deux ans	NF EN 14792
HCl gazeux	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	NF EN 1911-1-2-3
HF gaz vésicules et particules	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	NF X 43304
Silice	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	-
Sb+Cr+Co+Sn+Mn+Ni+V+Zn	Tous les deux ans	-	Tous les deux ans	NF EN 14385

L'exploitant fait procéder à l'analyse des rejets des conduits 2 et 3 dans l'année de la parution du présent arrêté. Cette analyse reprendra l'ensemble des paramètres réglementés pour la zone de cuisson du four (conduit 1). Si cette analyse ne met pas en évidence la présence de HCl, HF, silice et métaux, les analyses suivantes reprendront uniquement les paramètres repris dans le tableau de l'article 16. »

Constats :

Seuls les résultats de mesure des rejets atelier (rapport APAVE 21594387-1 du 11/02/2022) ont été présentés le jour de la visite. Le rapport N° : 18508227/1 a été fournis à l'inspection à la suite de la visite.

Ce rapport rend compte des résultats de mesures réalisées le 19/12/2018 sur Four de cuisson, zone de refroidissement, et rejet atelier. Les paramètres poussières et HF ont été analysés sur le four de cuisson, et le paramètres poussières a été analysé sur le rejet atelier. Le contrôle ne prend pas en compte l'ensemble des paramètres à mesurer pour les conduits 2 et 3.

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le dernier rapport de mesure du conduit 1 – four de cuisson.

Les fréquences de mesure du conduit 1 ne sont pas conformes.

Observations :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription